



Jean-Pierre COSSET

Spécialiste en Droit des garanties, des sûretés
et des mesures d'exécution

Jean GERONDEAU

*Conseil en Droit Fiscal et Droit des Sociétés

Thomas DROUINEAU

Spécialiste en Droit public
D.E.S.S. Droit de la Construction
et de l'Urbanisme

Florent BACLE

DESS et Magistère Droit des Techniques de
l'Information et de la Communication
D.U Réparation juridique du dommage
corporel

Marion LE LAIN

Master II Droit de la Construction
et de l'Urbanisme
Master II Droit des Marchés Publics et
des Délégations de service public

Avocats Associés

Delphine TEXIER

DEA en Droit Social

Mélanie

DE LEUSSE – GERENTES

Master II Droit Fiscal
Master II Droit du Patrimoine Professionnel

Anne DE REVIERS

Diplômée Avoué

Paul BARROUX

Master II Droit du financement
et du recouvrement

Julie VERGER

Master II Droit Public

Anne-Sophie

ARBELLOT DE

ROUFFIGNAC

DESS carrières judiciaires
DU sciences criminelles

Méghane SACHON

Master II « Conseil et Contentieux »
Option Droit Privé

Charlotte WAILLY

Master II Droit de la Construction
et de l'Urbanisme
Master II Droit des Marchés Publics
et des partenariats public-privé

Olivier PIRROT

Master II Droit de l'Entreprise
-Juriste d'Affaires

Avocats collaborateurs

Avocats au barreau de Poitiers

* Avocat au barreau de La Roche sur Yon

Baptiste LE FORT

Juriste



SCP DROUINEAU COSSET BACLE LE LAIN
Capital de 16 540 € RCS POITIERS 305 811 986
Norme n°11/2008 Certificat n°90211130



SELARI, Cabinet Conseil ROUSSEAU
GERONDEAU Capital de 38.118,25 €
RCS LA ROCHE/YON 328 962 055

AUSSAC VADALLE

par Sabrina ERDOGAN

Mairie

16560 AUSSAC VADALLE

*Pour ce dossier, merci d'écrire à l'adresse de
Poitiers*

A Poitiers, le 28 septembre 2015

Par mail : gliot@sditec.fr

Copie à : mairie@aussac-vadalle.fr

N/Réf. : AUSSAC VADALLE/TP SERVICES - 150550

MLL/PC

V/Réf. : affaire TP SERVICES

Monsieur le Maire,

Je reviens tardivement vers vous dans ce dossier ce dont je vous prie de
bien vouloir m'excuser.

J'ai repris l'intégralité des documents que vous nous avez communiqués.

J'ai le regret de vous indiquer que les différents montants qui y sont
indiqués tant dans les échanges de correspondances que dans les décomptes
que vous m'avez remis ne sont, à aucun moment, cohérents.

L'entreprise sollicite dans un premier temps le règlement de la somme de
6.420 euros qu'elle considère comme étant des pénalités indues.

Puis par la suite, reprenant son propre décompte général définitif sans
évoquer de pénalités de retard, elle sollicite la somme de 7.869,54 euros qui
ressort effectivement de son projet de décompte général et définitif.

S'agissant des documents que vous avez à priori adressés à l'entreprise, je
bénéficie dans un premier temps d'un décompte général et définitif
reprenant, en effet, le solde de la somme sollicitée par l'entreprise soit la
somme de 7869.54 euros, signé par vos soins le 25 juillet 2014.

Association Interbarreaux d'Avocats RPI
DROUINEAU - COSSET - BACLE - LE LAIN – GERONDEAU
www.dcbld.fr

22 Bis Rue Arsène Orillard BP 83 -
86003 POITIERS Cedex
Tél : 05-49-88-02-38 (lignes groupées)
Fax : 05-49-88-98-96

avocat@dcbld.fr

N° intracommunautaire : FR19809741226
NAF 6910 Z

10 rue de la Harpe
85200 FONTENAY LE COMTE
Tél : 02-51-69-80-36
Fax : 02-51-69-26-23

Mais vous avez par suite annulé ce mandat de règlement pour reprendre un décompte général et définitif cette fois ci me semble-t-il daté à la date du 20 ou 29 septembre 2014 prévoyant un solde au débit de l'entreprise TP SERVICES de -21.66 euros.

Dans vos échanges de correspondances il est fait état d'un titre exécutoire à hauteur de 22.80 euros, somme que je ne vois apparaître nulle part ailleurs...

Il est d'ailleurs fait état d'une lettre en date du 5 novembre 2014 que vous auriez adressée à la société TP SERVICES.

Il y a lieu de faire un point effectivement sur ce dossier puisque nous devons être en mesure de justifier de la notification du projet de décompte général et définitif tel que modifié par le maître d'œuvre.

Or cet élément et cette justification n'est pas en ma possession.

Pouvez-vous m'éclairer à ce sujet ?

Le maître d'œuvre peut-il peut être nous adresser copie de ces éléments. ?

Nous pourrons faire un point sur les éléments manquants dans le cadre de notre entretien de ce jour.

Veuillez croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

M. LE LAIN

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'L' followed by a horizontal line and a small flourish.